La financiarisation mondiale de l'économie et la confusion entre les monnaies : Conséquences

Une analyse de Elie SADIGH

Juin 2020

Résumé

Une économie mondiale financiarisée conduit à des crises financières, des délocalisations, des spéculations sur les monnaies, sur les marchés financiers, sur les marchés des matières premières et des produits alimentaires avec leurs conséquences néfastes, (famines, chômage, ...).

Les financiers, ceux qui font de l'argent avec de l'argent, ont le pouvoir. Par leur théorie, sans fondement rationnel, ils font croire que l'épargne est nécessaire à l'investissement et que la libre circulation des capitaux favorise la croissance de l'économie mondiale. Ainsi, ils dictent la conduite économique et financière des dirigeants politiques aux niveaux national et international.

Elie Sadigh démontre que l'épargne diminue le profit des entreprises. Alors que le profit permet aux entreprises, prises dans leur ensemble, de devenir indépendantes des marchés financiers, donc de la bourse, pour financer leurs investissements. Le fonctionnement actuel des systèmes bancaires nationaux, du système monétaire international et du système financier international par la libre circulation des capitaux favorisent la finianciarisation.

Des réformes sont proposées tant du système bancaire par la création de trois départements bancaires (département de l'émission monétaire, département de la gestion de l'épargne et département de la gestion du profit et de l'amortissement du capital), que du système monétaire international par la création d'une banque internationale avec deux départements (département de l'émission utilisant des taux de change à parité de pouvoir d'achat et département financier) et du système financier international.

Mon intervention est organisée en deux parties. La première partie sera consacrée à l'état des lieux de la financiarisation. La seconde partie sera consacrée aux propositions de réformes du système bancaire national, du système monétaire et financier international et aux propositions pour un modèle global.

Première partie : état des lieux de la financiarisation de l'économie nationale et de l'économie mondiale

Les crises financières, la crise de la dette des Etats, les délocalisations, les prélèvements indus, les prélèvements illégitimes, le pillage par la ruse de certains pays, les spéculations sur les monnaies, sur les marchés financiers, sur les marchés des matières premières et des produits alimentaires et leurs conséquences néfastes (misère, famines, etc.), les spéculations sur les terres de certains pays, tout cela est inhérent à une économie mondiale financiarisée.

Les financiers sont devenus les maîtres du monde. Ils dictent la conduite économique et financière des dirigeants au niveau national et au niveau international. Ils font croire, à l'aide de théories économiques sans fondement rationnel, que l'épargne est indispensable dans une économie d'évolution, que la libre circulation des capitaux financiers (la financiarisation mondialisée) favorise la croissance de l'ensemble des pays, que le marché libre et sans entraves est le meilleur régulateur, que l'Etat ne doit jouer que ses rôles régaliens, etc.

Je tenterai de répondre à quatre questions essentiellement.

1. Comment la financiarisation s'est-elle imposée au niveau national et au niveau international ?
2. A qui profite la financiarisation ?
3. Quelles sont les conséquences de la financiarisation ?
4. La financiarisation est-elle une nécessité absolue ?

Précision préalable :

La financiarisation est défendue par ses partisans de la façon suivante : les épargnants, les financiers et les organismes financiers sont nécessaires, car ils jouent un rôle important dans l'évolution de l'économie nationale et de l'économie

internationale. Or, nous verrons que l'objectif des partisans de la financiarisation est de gagner de l'argent avec de l'argent, quelles qu'en soient les conséquences.

I. La financiarisation de l'économie nationale

1° Comment la financiarisation s'est-elle imposée au niveau national ?

A l'origine de la financiarisation de l'économie nationale, on trouve les néoclassiques, car leur théorie est devenue dominante. Ils considèrent l'épargne comme étant la source du financement des investissements, cela du fait que le profit n'est pas compatible avec l'équilibre de leur système d'analyse[1]. Ils sont donc obligés de fonder sur l'épargne la source du financement des investissements.

En outre, les classiques et les keynésiens, bien qu'ils fondent sur le profit et l'épargne les sources du financement des investissements, ne sont pas parvenus à expliquer le profit dans le cadre de l'équilibre monétaire[2]. Ainsi l'absence du profit pour les uns et l'absence d'explication concernant sa réalisation pour les autres ont ouvert la voie à la financiarisation.

Pour les néoclassiques, le niveau d'investissement (I) dépend du niveau d'épargne (E). Ainsi l'investissement est égal à l'épargne (I = E). Ce rapport entre l'épargne et l'investissement les amène à dire ceci : plus d'épargne engendre plus d'investissements et moins d'épargne engendre moins d'investissements, pas d'épargne pas d'investissement. Par conséquent, selon les néoclassiques, le niveau des investissements dépend de la volonté des épargnants.

Ce rapport entre l'épargne et l'investissement amène aussi certains auteurs à exiger de récompenser les épargnants afin de favoriser l'épargne. Il a donc fallu verser des intérêts aux détenteurs des obligations et des dividendes aux détenteurs des actions.

Pendant longtemps les banques et les institutions financières ont joué un rôle d'intermédiaires afin de mettre en rapport les épargnants et les entrepreneurs qui souhaitaient réaliser des investissements. Il a donc fallu organiser aussi un marché

1 L'équilibre sur le marché des produits est obtenu par l'égalité entre l'offre et la demande.

2 L'équilibre monétaire est déterminé par l'égalité entre la valeur monétaire de l'offre globale et la valeur monétaire de la demande globale. Autrement dit, l'équilibre monétaire est réalisé lorsque le produit est écoulé par la seule dépense du revenu formé à la production.

financier, la Bourse, où il est possible d'acheter et de vendre les actions et obligations qui existent.

Précision importante : la Bourse ne crée pas de valeur. En revanche, elle permet à certains de s'approprier une partie du revenu ou de la valeur créée par les travailleurs qui participent à la réalisation de la production.[3]

Après la réforme bancaire des années 1980, les entreprises ont eu la possibilité d'emprunter directement sur le marché boursier en émettant des actions et des obligations.

La Bourse joue donc un rôle très important pour certaines catégories, celles qui peuvent vivre, en partie ou en totalité, de la rémunération de leurs placements, de la rente. Elle est devenue un lieu où l'on peut acheter et vendre des actions et des obligations, où l'on peut spéculer et où l'on peut emprunter. A partir de là, la financiarisation est en marche.

Quelles sont les limites de la théorie néoclassique, qui fonde sur l'épargne la source du financement des investissements ?

Les entreprises qui contractent des emprunts sont amenées à honorer leur dette un jour ou l'autre. Or, seul le profit permet aux entreprises de se désendetter. Mais nous avons vu que l'analyse néoclassique n'est pas compatible avec le profit. Par conséquent, cette analyse se trouve dans l'impossibilité d'expliquer le désendettement des entreprises, ce qui marque une première limite de cette théorie, une première limite absolue.

En outre, les néoclassiques vont être amenés à expliquer comment les entreprises qui contractent des emprunts pour financer l'achat du capital rémunèrent les détenteurs des actions et obligations. Or, ils ne peuvent pas l'expliquer par le profit, puisque le profit n'est pas compatible avec l'équilibre de leur système d'analyse.

Pour contourner ce problème, les néoclassiques disent que le capital est une cause ou un facteur de production comme le travail et qu'à ce titre il doit être rémunéré. Ainsi les néoclassiques sont-ils amenés à résoudre un autre problème qui, est celui du partage du produit entre le travail et le capital. A cette fin, ils proposent de déterminer la part de chaque facteur selon sa productivité marginale.

---

3 Les transactions sur les marchés financiers modifient la répartition originaire des revenus provenant de la monétisation de la production sans modifier le montant de l'ensemble de ces revenus.

Mais cette détermination est fondée sur une hypothèse qui n'a ni fondement rationnel ni fondement réel. En effet, ils supposent que les facteurs de production sont substituables. Cette hypothèse signifie que, sur une quantité donnée d'un facteur (facteur fixe), il est possible d'employer n'importe quelle quantité d'un autre facteur (facteur variable). Au fur et à mesure que la quantité du facteur variable augmente, sa productivité, donc sa rémunération, diminue, alors que la productivité, et donc la rémunération, du facteur fixe augmente. Or, on ne voit pas pourquoi la productivité, donc la rémunération, du facteur fixe, augmente, alors que ni sa quantité ni sa qualité ne varient.
Cette hypothèse des néoclassiques n'est qu'une fiction. Elle signifie, par exemple, qu'un tracteur (facteur fixe) peut être conduit par plusieurs cultivateurs (facteur variable) à la fois, ou qu'un cultivateur (facteur fixe) peut conduire plusieurs tracteurs (facteur variable) à la fois. Il apparaît clairement que cette hypothèse est une fiction. Par conséquent, la détermination néoclassique de la part de chaque facteur est aussi une fiction. Cela marque une autre limite absolue de la théorie néoclassique.

2° A qui profite la financiarisation ?

En dernière analyse, on peut dire que lorsque l'on accepte l'épargne comme étant la source du financement des investissements, on ouvre la voie à la financiarisation de l'économie. Lorsque l'on dit que le capital est un facteur de production, on exige qu'il soit rémunéré. Ainsi on accepte qu'être épargnant donne un droit sur une partie du produit, on accepte qu'il soit possible de gagner de l'argent avec de l'argent, on accepte qu'il soit possible de gagner de l'argent en dormant. Enfin, on accepte la charité représentée par la taxe Tobin.

3° Les conséquences de la financiarisation de l'économie nationale

Dans une économie financiarisée, sous l'influence de leurs financiers, les dirigeants des entreprises qui réalisent un profit font des calculs de rentabilité quant à son utilisation : doivent-ils utiliser le profit pour financer les investissements, doivent-ils le placer sur le marché financier national ou international pour recevoir des intérêts ou doivent-ils utiliser le profit pour spéculer ? Or, la destination normale du profit est de financer les investissements.

Mais dans le cas où ils prennent la décision de placer leurs profits sur le marché financier international, ils mettent en difficulté d'autres dirigeants d'entreprises qui souhaitent investir. En outre, ils manquent une occasion de réaliser des investissements dans leur pays. Enfin, cette façon d'utiliser le profit devient une cause d'insuffisance de la demande globale, une cause de faillite de certaines entreprises et donc une cause d'aggravation de la situation de l'emploi. Dans le cas où ils prennent la décision de spéculer, non seulement ils n'investissent pas et prennent des risques, mais aussi et surtout cette décision engendre les conséquences néfastes que je viens d'évoquer.

4° La financiarisation est-elle une nécessité absolue ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir si l'épargne est une nécessité absolue pour financer les investissements. Autrement dit, il faut savoir si le profit existe ou n'existe pas.

A l'encontre de ce que disent les néoclassiques, le profit existe, c'est une réalité et une nécessité. En effet, c'est leur profit qui permet aux entreprises d'investir, de se désendetter et de payer des dividendes et intérêts.

Le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. Par conséquent, la distribution du profit en dividendes et intérêts constitue l'une des principales causes de prélèvements indus et donc de la spoliation des travailleurs.

En fait, le profit est maximal lorsque l'épargne destinée aux entreprises est nulle[4]. Le profit diminue au fur et à mesure que l'épargne destinée aux entreprises augmente. Lorsque le profit est maximal, les entreprises considérées dans leur ensemble sont indépendantes des marchés financiers, ce qui signifie que l'épargne destinée aux entreprises n'est pas une nécessité absolue.

Par conséquent, le marché financier qui draine l'épargne des ménages destinée aux entreprises n'est pas non plus une nécessité absolue. En fait, l'augmentation de l'épargne pénalise les entreprises qui voient leur profit baisser, mais elle ne signifie pas l'augmentation des investissements. En effet, le niveau d'investissement est déterminé par la production de ce secteur. Un exemple : un

4 Pour une période donnée, l'épargne est nulle lorsque la totalité des revenus provenant de la monétisation de la production de cette période sont dépensés sur le marché des produits neufs (biens et services).

pays produit 100 tracteurs, dans ce pays, il est impossible d'acheter plus de 100 tracteurs.

La diminution de l'épargne favorise les entreprises qui voient leur profit augmenter. La diminution de l'épargne ne signifie pas, non plus, une baisse des investissements, puisque les entreprises considérées dans leur ensemble peuvent les financer par leur profit.

La théorie néoclassique a favorisé et légitimé les prélèvements indus et illégitimes et donc la spoliation des travailleurs

Comment a-t-on tenté de légitimer les prélèvements indus ? Nous l'avons vu, pour les néoclassiques il existe plusieurs facteurs de production, ce qui signifie que le produit doit être partagé entre les facteurs. En considérant le capital comme une cause de la production, les néoclassiques tentent de légitimer la rémunération du capital.

Or, les néoclassiques confondent la cause de la production, qui est le travail, et les éléments techniques nécessaires à la réalisation de la production (dont le capital, qui est un produit). En fait, contrairement à ce que veut faire croire la théorie néoclassique, le travail n'est pas une marchandise qui peut être achetée et la rémunération du travail n'est pas un achat, mais elle signifie la formation du revenu, tandis que le capital est un produit, il s'achète donc par la dépense d'un revenu déjà formé. En d'autres termes, la rémunération du travail ne nécessite pas l'existence préalable d'un revenu, mais l'achat du capital nécessite l'existence préalable d'un revenu.

En outre, le capital est rémunéré par le profit qui représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. C'est pourquoi l'on peut dire que la rémunération du capital représente un prélèvement indu.

Comment apparaissent les prélèvements illégitimes ? Il y a deux causes à cela.

1° La théorie néoclassique considère que la monnaie a un pouvoir d'achat. Elle confond donc monnaie et revenu monétaire. Cette confusion favorise la réalisation par la ruse de prélèvements illégitimes sur le revenu réel des travailleurs.

2° Les néoclassiques appliquent à l'économie salariale l'analyse établie dans l'économie artisanale, dans laquelle le prix et la valeur sont déterminés au moment de l'échange. La théorie néoclassique ne détermine donc pas le revenu à la

production dans une économie salariale, ce qui va à l'encontre de la réalité. De ce fait, la quantité de monnaie qui doit entrer dans les échanges est indéterminée. Par conséquent, leur théorie se trouve dans l'impossibilité de distinguer la dépense du revenu (pouvoir d'achat légitime) de la dépense de la monnaie (pouvoir d'achat illégitime) sur le marché des produits.

En effet, dans l'analyse néoclassique, sur le marché apparaissent deux masses face à face : la masse de produit et la masse de monnaie.

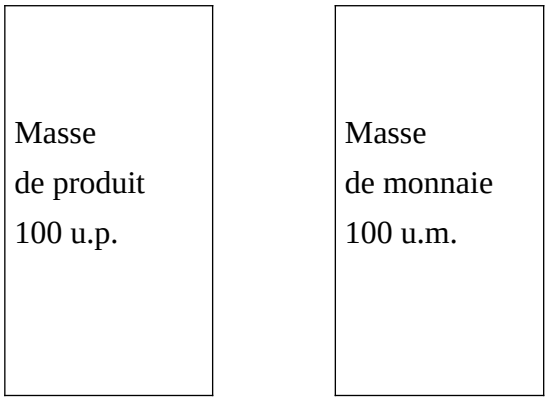


Schéma 1 - Masse des produits et Masse de monnaie

MV = PT. Pour les néoclassiques cette équation permet de déterminer à la fois le niveau général des prix et le pouvoir d'achat de la monnaie.

M = la masse de monnaie ; V = la vitesse de circulation de la monnaie ; P = le niveau général des prix et T = la masse de transactions ou de produit.

100 unités de monnaie (u.m.) = 100 unités de produit (u.p.)

Le niveau général des prix ou le pouvoir d'achat de la monnaie :

1 unité de monnaie =1 unité de produit

Dans une économie salariale, les néoclassiques déterminent les prix sans avoir déterminé le revenu à la production, ce qui est un non-sens.

Or, il existe deux phases dans une économie salariale : phase de la production et phase de l'échange.

La phase de la production détermine la valeur du produit et la formation du revenu dans l'acte de versement des salaires.

La phase des échanges détermine la formation des prix par la dépense du revenu.

Les néoclassiques ne s'intéressent qu'à la phase de l'échange, c'est-à-dire à ce qui se passe sur le marché. Or, le marché se trouve dans l'impossibilité de distinguer la dépense du revenu de la dépense de la monnaie.

Les prélèvements illégitimes constituent donc une autre cause de la spoliation des travailleurs. En fait, les prélèvements illégitimes augmentent le profit des entreprises et donc les dividendes des actionnaires.

II. La financiarisation de l'économie mondiale

A la recherche de toujours plus de rentabilité pour leurs placements, les financiers décident de mondialiser leurs placements.

Trois constats poussent les financiers dans cette voie :

1° La baisse tendancielle du taux de profit dans les pays industrialisés !
Cette relation est valable dans le cas de changement de technologie. Autrement dit, lorsque le montant des investissements dépasse proportionnellement le montant des salaires.

2° Les taux de change arbitraires : les monnaies de certains pays sont surévaluées et les monnaies d'autres pays sous-évaluées.

3° Le fonctionnement du système monétaire et financier international actuel
Le fonctionnement du système monétaire et financier international actuel est à l'origine de la financiarisation de l'économie internationale. La financiarisation de l'économie internationale est l'une des conséquences, d'une part de la confusion entre monnaie nationale et monnaie internationale, d'autre part de la libre circulation des capitaux financiers et des marchandises de par le monde, enfin, des taux de change établis arbitrairement.
Quelques précisions préalables :
L'économie internationale est une économie d'échange.
Par définition, dans une économie d'échange, le montant des achats est toujours égal au montant des ventes, par conséquent, le montant des achats nets est toujours égal au montant des ventes nettes.
Les deux principales règles du fonctionnement normal de l'économie d'échange sont :

1° Les achats doivent être financés par les ventes ou les importations doivent être financées par des exportations.

2° Les achats nets doivent être financés par les ventes nettes ou les importations nettes de certains pays doivent être financées par les exportations nettes d'autres pays.

Pourquoi la confusion entre monnaie nationale et monnaie internationale favorise-t-elle la financiarisation mondialisée ?

La confusion entre monnaie nationale et monnaie internationale fait apparaître de faux paiements. En effet, le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale est le seul pays qui peut financer ses importations nettes et les importations nettes de certains pays par sa propre monnaie. Or, cette façon de financer les importations nettes est un faux paiement, car elle ne respecte pas la règle du financement des achats nets. En fait, le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale paye sa dette avec sa propre dette. Or, par définition, nul ne peut payer sa dette par sa propre dette.

Pourquoi les pays qui reçoivent les faux paiements ne s'aperçoivent-ils pas que ce sont de faux paiements ? Les pays qui reçoivent cette monnaie internationale peuvent la placer partout dans le monde ou la dépenser et financer leurs achats sur le marché international. Ainsi la dette du pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale peut être transmise indéfiniment de certains pays à d'autres.

Comment apparaît la liquidité internationale ?

L'apparition de la liquidité internationale est aussi une conséquence de la confusion entre monnaie nationale et monnaie internationale. Elle apparaît lorsque le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale finance ses importations nettes et les importations nettes d'autres pays par sa propre monnaie. Par conséquent, le montant de la liquidité internationale est égal au montant des faux paiements.

Quelques exemples des conséquences de l'existence de la liquidité internationale

- Pour déterminer le taux d'intérêt sur le marché financier international, le raisonnement se fait en termes de variations de quantité de la liquidité internationale.

- Dans le cadre du système monétaire et financier international actuel, les placements et déplacements de la liquidité internationale d'un pays à l'autre font varier les taux de change des monnaies des pays concernés. En effet, les détenteurs de cette liquidité sont constamment à la recherche des placements les plus sûrs et les plus rémunérateurs. Cette situation favorise la spéculation sur les monnaies.

- La liquidité internationale constitue la principale source qui alimente les spéculations sur les marchés financiers, sur les marchés des matières premières, sur le marché mondial des produits alimentaires, etc. Ces spéculations sont les effets de la financiarisation mondialisée.

- La liquidité internationale et la libre circulation des capitaux financiers ouvrent la voie au marché financier international, à la financiarisation mondialisée et aux crises financières planétaires.

Quelles sont les catégories qui placent leurs capitaux financiers sur le marché financier international ? Autrement dit, qui sont les détenteurs de la liquidité internationale ? Ce sont les pays qui ont réalisé une balance commerciale excédentaire, mais aussi les tricheurs, les fraudeurs, les mafieux, etc. En effet, la liquidité internationale constitue la principale source qui alimente les placements des tricheurs, des fraudeurs, des mafieux, etc.

La financiarisation mondialisée fait apparaître une confusion entre l'épargne intérieure de chaque pays et la liquidité internationale.

- Ainsi lorsqu'un Etat lance un emprunt pour financer son déficit budgétaire, cet emprunt peut être souscrit par les épargnants du pays considéré ou par les détenteurs de la liquidité internationale. Il en est de même lorsque les entreprises lancent des emprunts.

- La liquidité internationale permet donc de blanchir l'argent sale.

- La liquidité internationale, la libre circulation des capitaux financiers, la libre circulation des marchandises et les taux de change arbitraires facilitent et favorisent les délocalisations. C'est ainsi qu'est apparue une notion fausse : la mondialisation de la production.

- Les délocalisations, tant défendues par les soi-disant experts, par les dirigeants de certains pays, par les dirigeants des organisations internationales telle que l'OMC, ne sont pas favorables aux pays qui sont à l'origine de leur

financement (essentiellement les pays dits industrialisés), car elles deviennent l'une des principales causes de l'aggravation de la situation de l'emploi dans ces pays. Les délocalisations sont la principale cause de la crise économique dans les pays industrialisés, dont le chômage est l'une des manifestations.

Elles ne sont pas non plus favorables aux pays où les entreprises délocalisées s'implantent (essentiellement les pays dits émergents) car elles deviennent l'une des principales causes du pillage de ces pays. En fait, les financiers délocalisent leurs entreprises des pays où les monnaies sont surévaluées dans les pays où les monnaies sont sous-évaluées.

Un exemple : supposons que la monnaie du pays (A) est 10 fois sur-évaluée par rapport à la monnaie du pays (B) : 1 UMa = 10 UMb

UMa = unité de monnaie du pays (A)

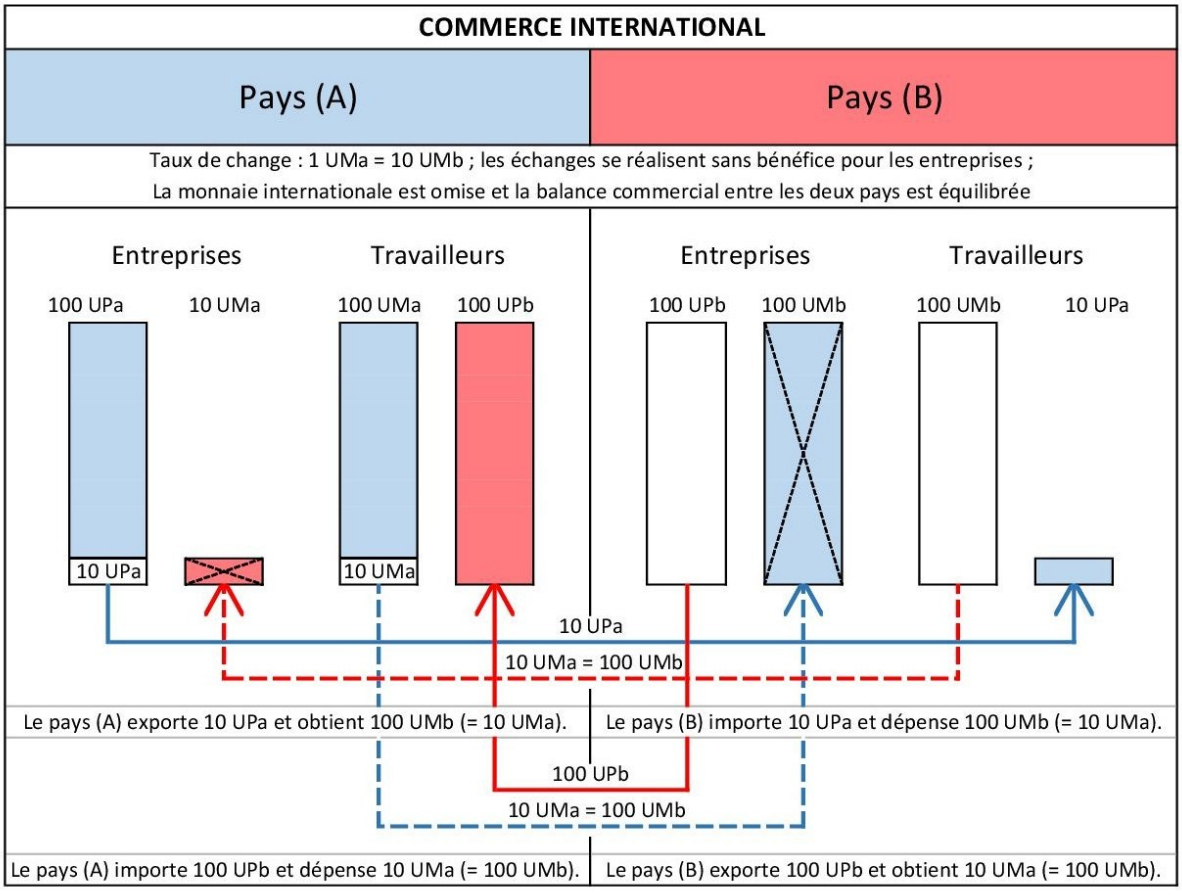
UMb = unité de monnaie du pays (B)

Supposons que la balance commerciale entre ces deux pays est équilibrée.

Le pays A exporte 10 UPa (unités de produit) et obtient 100 UMb (=10 UMa).

Le pays A dépense 10 UMa et obtient 100 UPb du pays (B).

Dans cet exemple, bien que le montant monétaire des exportations du pays (A) soit égal au montant monétaire de ses importations, le pays (B) est spolié par le pays (A).



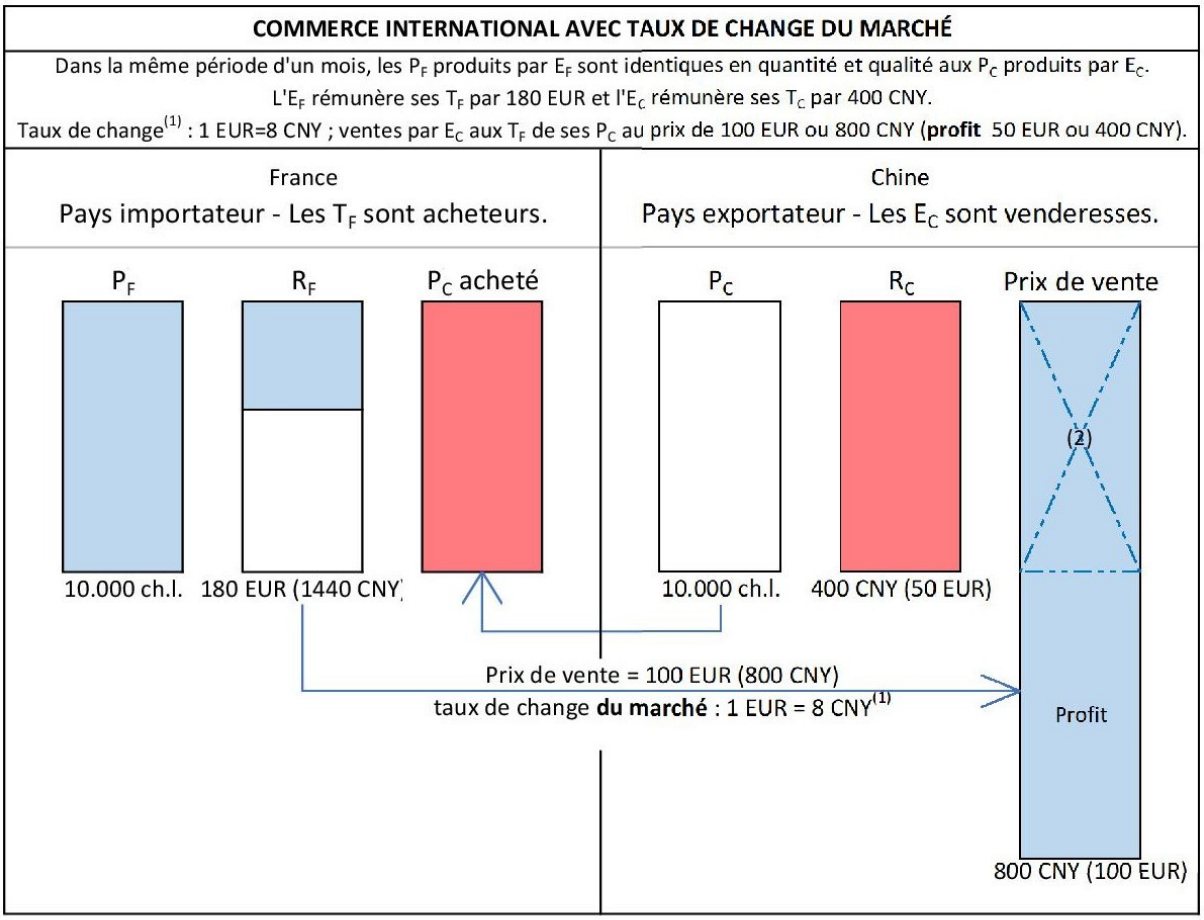
Légende
UMa = unité monétaire du pays (A) ; UMb = unité monétaire du pays (B)
UPa = unité de produit du pays (A) ; UPb = unité de produit du pays (B)
Les prix obtenus marqués d'une croix sont utilisés par les entreprises pour rembourser les crédits qui ont financé le paiement des salaires des travailleurs.

Schéma 2 - Commerce international

Ce schéma a été établi par Gérard Prévinaire

Les délocalisations sont favorables aux financiers des entreprises du pays (B).

Ceci est confirmé par un exemple dans lequel sont comparés les prix de vente à défaut d'avoir pu obtenir les coûts de production[5] : en 2017, le prix d'une paire de chaussettes en laine fabriquées en France était d'environ 18 euros, tandis qu'une paire de chaussettes en laine fabriquées en Chine était d'environ 5 euros.



Légende

E=Entreprise ; P=produits (10.000 ch.l.) ; ch.l.=chaussettes en laine ; R=Revenu des travailleurs(3) ; T=Travailleurs
EUR=euro ; CNY=Renmimbi Yuan ; les sommes de monnaie mentionnées sont des milliers d'EUR ou CNY (x 1000)
indice F=de France (pays F) ; indice C=de Chine (pays C)

Notes

(1) C'est le taux de change du marché : 1 EUR = 8 CNY. Le taux de change à parité des pouvoirs d'achat (PPA) : 1 EUR = 2,22 CN
Le revenu monétaire des T_F est sur-évalué par rapport au revenu monétaire des T_C : son pouvoir d'achat est supérieur.
Le revenu monétaire des T_C est sous-évaluée par rapport au revenu monétaire des T_F : son pouvoir d'achat est inférieur.

(2) Cette partie du prix de vente est utilisée par E_C pour rembourser le crédit qui a financé les salaires de production.

(3) Il s'agit du revenu toutes charges comprises (patronales et salariales : cotisations sociales, impôts, ...).

Schéma 3 - Commerce international

Ce schéma a été établi par Gérard Prévinaire

5 Pour simplifier la compréhension de l'exemple, nous n'introduisons pas de monnaie internationale.

Le problème posé par la dette des Etats

Nous avons vu que dans l'économie mondiale financiarisée, lorsqu'un emprunt est lancé par un Etat pour financer son déficit budgétaire, cet emprunt peut être souscrit par les épargnants du pays considéré ou par les détenteurs de la liquidité internationale.

Est-ce qu'un pays a besoin de la monnaie d'un autre pays pour financer son déficit budgétaire ? La réponse est négative.

En fait, financer le déficit budgétaire par la monnaie d'autres pays revient à le financer par la création de monnaie. Or, aucun pays n'a besoin de la monnaie d'un autre pays pour émettre sa propre monnaie.

Quelles sont les conséquences de cette façon de financer le déficit budgétaire ?

Le financement du déficit budgétaire d'un pays par la monnaie d'un autre pays, donc par création de monnaie, devient une cause de profit-inflationniste, ce qui engendre des prélèvements illégitimes. Le profit-inflationniste augmente les dividendes, il profite donc aux financiers de chaque pays considéré.

A quelle catégorie profitent les propositions qui ont pour objectif de rembourser la dette des Etats contractée sur le marché financier international ?

Précision : pour payer une dette extérieure et même les intérêts de cette dette, il faut avoir des devises. Pour les avoir, il faut réaliser une balance commerciale excédentaire. Or, la majorité des pays endettés ont une balance commerciale déficitaire. Ils ne peuvent donc pas rembourser leur dette extérieure.

Pour faire face à cette situation, diverses propositions ont été avancées. Or, l'application de ces propositions profite essentiellement aux financiers.

Le FMI et certains soi-disant experts proposent que les Etats vendent leurs entreprises publiques, leurs hôpitaux, leurs entreprises dites de service public, leurs autoroutes, leurs ports, etc. Les recettes de ces ventes seront destinées à rembourser la dette des Etats. Premier avantage pour les financiers : ils récupèrent une partie ou la totalité de leurs mises.

Pour connaître le deuxième avantage, il faut savoir qui sont les acheteurs des biens publics des Etats. Ce sont toujours les financiers, dans ce cas, les financiers présents sur le marché financier international.

Les acheteurs présents sur le marché financier international sont les pays qui ont réalisé une balance commerciale excédentaire (les fonds souverains), les tricheurs,

les fraudeurs, les mafieux, les fonds de pensions américains, etc. Les fonds de pensions américains, car leur monnaie est considérée comme monnaie internationale.

Troisième avantage : les entreprises achetées deviennent une source de revenu pour leurs financiers.

Existe-t-il une relation entre la crise de la dette des Etats et la crise économique ?

Il est vrai que ces deux crises sont les conséquences de la financiarisation mondialisée. Il est vrai aussi que la crise économique et l'incompétence des gouvernants sont à l'origine de la dette des Etats ou de son aggravation. Mais il n'est pas vrai que la crise économique est due à l'endettement des Etats ni à la crise de la dette des Etats. Les crises financières n'ont pas d'effet sur l'économie réelle, car les opérations financières concernent des relations entre créanciers et débiteurs.

En fait, la crise économique actuelle des pays industrialisés est l'une des conséquences des délocalisations qui ont été favorisées et facilitées par la financiarisation mondialisée et par la libre circulation des marchandises.

Deuxième partie : la réforme du système bancaire national, la réforme du système monétaire et financier international et propositions

I. Quelques précisions avant de présenter ces réformes et propositions

La monnaie n'a pas de pouvoir d'achat. La monnaie est un symbole, une unité de mesure, un équivalent général. Dans une économie artisanale, son intervention facilite et favorise les échanges, car elle permet de mesurer et de comparer les produits différents, c'est pourquoi on l'appelle équivalent général.

La monnaie est neutre lorsque son utilisation est régie par les règles du fonctionnement normal de l'économie. La monnaie devient un élément perturbateur de l'économie lorsque son utilisation est régie par des règles arbitraires.

La monnaie joue un rôle important dans toute économie organisée. Mais elle est indispensable dans une économie salariale qui, par définition, est monétaire. En effet, à la différence de l'économie artisanale où les travailleurs-artisans obtiennent leur produit à la production et l'échangent sur le marché, directement ou par l'intermédiaire de la monnaie, dans une économie salariale, les travailleurs n'obtiennent pas leur produit à la production, ils obtiennent une rémunération monétaire, qui représente la valeur monétaire des produits et qui détermine leur droit légitime sur les produits.

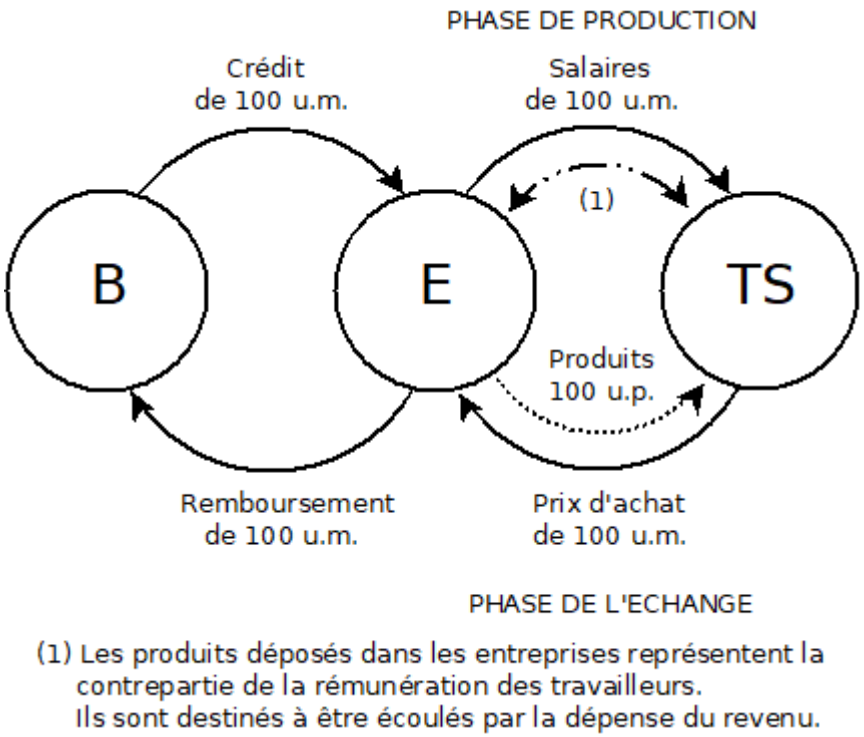


Schéma 4 - Schéma de l'économie salariale sans profits

Légende : B = banques de dépôt ; E = entreprises ; TS = travailleurs salariés

u.m. = unités monétaires ; u.p. = unités de produit

Les flèches continues représentent les flux monétaires.

Les flèches pointillées représentent les flux réels.

Ce schéma a été établi par Gérard Prévinaire

Le rôle des banques dans la phase de la production : elles émettent de la monnaie destinée aux entreprises pour monétiser la production. La monnaie se transforme en revenu dans l'acte de la rémunération des travailleurs.

Dans une économie salariale, la rémunération de l'ensemble des travailleurs représente le revenu national qui représente la valeur monétaire du produit national. D'où le revenu national = le produit national (RN = PN).

Phase des échanges : la dépense du revenu national permet d'écouler le produit national. Les entreprises, considérées dans leur ensemble, récupèrent le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser la production. Elles remboursent donc les banques.

Ainsi la monnaie apparaît pour monétiser la production et elle disparaît dans les achats finals.

Dans une économie salariale, le montant de la rémunération des travailleurs représente le montant de monnaie, nécessaire et suffisant, qui doit circuler dans cette économie. Le revenu et le produit apparaissent et disparaissent à chaque période.

Par conséquent, toute monnaie qui entre dans l'économie, en sus de la rémunération des travailleurs, exerce un pouvoir d'achat illégitime, car elle n'a pas de contrepartie réelle. Elle diminue donc proportionnellement le pouvoir d'achat réel des travailleurs.

Quelle est la règle que les banques doivent respecter pour émettre de la monnaie ? La monnaie nouvellement créée doit être destinée uniquement à rémunérer les travailleurs qui participent à la réalisation de la production.

Si cette règle n'est pas respectée, la monnaie qui entre dans l'économie en sus de la rémunération des travailleurs reste indéfiniment[6] dans l'économie et exerce donc indéfiniment des prélèvements illégitimes.[7]

6 Cette monnaie introduite en sus reste indéfiniment dans l'économie dans la mesure où les crédits qui ont permis leur introduction sont aussitôt renouvelés après être remboursés.

7 Une grande partie des crédits que les banques s'octroient entre-elles sont remboursés dans la même journée. Ils n'apparaissent pas dans les statistiques. Cependant, ils contribuent à gonfler les prix sur les marchés financiers comme les statistiques le montrent.

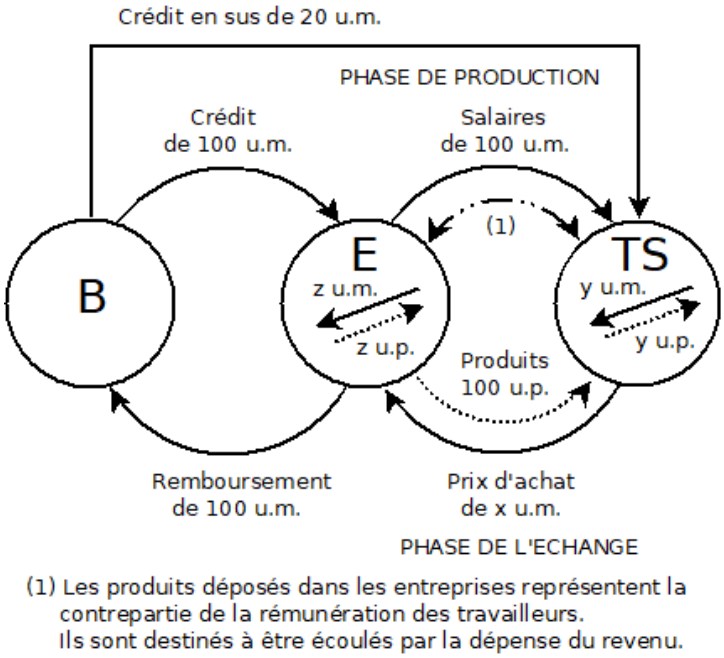


Schéma 5 - Schéma de l'économie salariale avec crédit en sus

Légende : B = banques de dépôt ; E = entreprises ; TS = travailleurs salariés

u.m. = unités monétaires ; u.p. = unités de produit ; x + y + z = 120 u.m.

Les flèches continues représentent les flux monétaires.

Les flèches pointillées représentent les flux réels.

Ce schéma a été établi par Gérard Prévinaire

II. La réforme du système bancaire national

Voici la réforme que je propose : elle est fondée sur les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement, c'est-à-dire les règles qui concernent le fonctionnement normal du système bancaire national.

Dans le système bancaire national réformé, les banques de deuxième rang auront trois départements :

Un département monétaire, un département du revenu et financier, enfin un département du capital.

1° *Le département monétaire* : il a en charge l'émission de la monnaie. Il doit respecter la règle de la création de monnaie. Dans une économie salariale, le système bancaire doit émettre de la monnaie destinée uniquement à monétiser la

production dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Dans l'acte de la rémunération des travailleurs la monnaie se transforme en revenu monétaire. Le montant du revenu ainsi formé détermine la quantité de monnaie qui doit circuler dans cette économie. Le respect de cette règle permettrait d'écarter les prélèvements illégitimes.

2° *Le département du revenu et financier* : il prend en charge le revenu dès que celui-ci est formé. Il prend en charge l'épargne des ménages destinée à d'autres ménages. Il garde en mémoire les créances-dettes des ménages épargnants et des ménages qui ont emprunté l'épargne.

Pour simplifier le raisonnement, supposons que l'épargne des ménages destinée aux entreprises est nulle. Dans ce cas, le profit des entreprises est maximal. Le montant du profit maximal est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des produits d'investissement réalisés dans chaque pays considéré.
Cette supposition ne signifie pas que les ménages ne constituent aucune épargne. Ils peuvent épargner. Mais, dans ce cas, l'épargne de certains ménages permet de financer les achats nets d'autres ménages. Par conséquent, l'ensemble des ménages dépensent la totalité du revenu pour acheter les produits de consommation.
Précision : Tous les produits achetés par les ménages sont des produits de consommation, que ces produits soient durables ou non (un réfrigérateur ou un ticket de cinéma).
Toutefois, la dépense de la totalité du revenu par les ménages ne signifie pas que les ménages s'approprient la totalité du produit. En effet, les entreprises considérées dans leur ensemble réalisent un profit qui représente une partie du revenu des travailleurs et la valeur monétaire des produits d'investissement.

3° *Le département du capital*
Ce département prend en charge le profit des entreprises et l'ensemble du montant représentant l'amortissement de leur capital.
Le montant du profit maximal et le montant représentant l'amortissement du capital représentent un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des biens capitaux réalisés dans chaque pays considéré.

Par conséquent, dans le cas où l'épargne des ménages destinée aux entreprises est nulle, les entreprises considérées dans leur ensemble sont indépendantes des financiers et du marché financier.
Nous constatons que la dépense de la totalité du revenu permet d'acheter la totalité du produit de la période de production, une partie du produit est achetée par les ménages, l'autre partie par les entreprises.
Nous constatons aussi que les entreprises considérées dans leur ensemble récupèrent le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs, ce qui leur permet de rembourser la monnaie empruntée auprès du département monétaire.
Nous constatons enfin que, à chaque période, tout le revenu disparaît et tout le produit disparaît économiquement. Il faut une nouvelle production pour faire apparaître de nouveaux produits et revenus.
La disparition du revenu de chaque période permet de dire que les crises financières n'ont pas d'effet sur l'économie réelle.

La Banque Centrale :

Quels sont les quatre principaux rôles de la Banque Centrale dans ce nouveau système réformé ?

1° Elle doit s’assurer que les règles du fonctionnement normal du système bancaire sont bien respectées.

2° Elle doit sanctionner les banques qui ne respectent pas les règles du fonctionnement normal du système bancaire.

3° Elle doit prendre en charge les relations monétaires et financières entre son pays et le nouveau système monétaire et financier international.

4° Elle doit s’assurer que les taux de change sont déterminés dans le respect de la parité des pouvoirs d’achat.

La Banque Centrale ne doit pas avoir de rôle monétaire, car elle ne peut pas être à la fois juge et partie.

III. La réforme du système monétaire et financier international

Là encore, je propose une réforme fondée sur les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement, c'est-à-dire, dans ce cas, les règles du fonctionnement normal de l'économie internationale.

Nous l'avons vu, l'économie internationale est une économie d'échange.

Les trois principales règles de cette économie sont :

1° Les achats doivent être financés par les ventes ou les importations par les exportations.

2° Les achats nets doivent être financés par les ventes nettes ou les importations nettes par les exportations nettes.

3° La monnaie internationale doit être distincte de toute monnaie nationale.

Pour pouvoir faire respecter ces règles, il faut créer un nouveau système monétaire et financier qui soit au service de tous les pays, mais aussi indépendant de tous les pays.

Le nouveau système monétaire et financier international aura deux départements : monétaire et financier.

Le département monétaire émettra le montant de monnaie nécessaire à la monétisation des échanges entre les pays. A la fin de chaque période élémentaire (la journée, par exemple) apparaissent deux ensembles de pays.

Un premier ensemble de pays qui réalisent des balances commerciales équilibrées. Dans ce cas, l'ensemble de ces pays financent leurs importations par leurs exportations ; ces pays financent donc leurs achats par leurs ventes. Ainsi, pour ces pays, la monnaie internationale apparaît pour monétiser leurs échanges et elle disparaît une fois la compensation des échanges terminés. Par conséquent, aucune liquidité internationale n'apparaît.

Département monétaire			
Actif (débit)		Passif (crédit)	
Pays A (acheteur)	100 UMi	Pays B (vendeur)	100 UMi
Pays B (acheteur)	100 UMi	Pays A (vendeur)	100 UMi

Légende : UMi = unité monnaie internationale

Dans ce cas, le département financier n'intervient pas.

Un deuxième ensemble de pays dont une partie réalise une balance commerciale déficitaire, tandis l'autre partie réalise une balance commerciale excédentaire.

Par définition, l'ensemble des déficits est égal à l'ensemble des excédents.

Dans ce cas, le département financier intervient. Il prend en charge automatiquement les excédents et les déficits. Autrement dit, les excédents des pays exportateurs nets financent les déficits des pays importateurs nets. Par conséquent, ce cas, non plus, ne fait pas apparaître de liquidité internationale.

Département monétaire			
Actif (débit)		Passif (crédit)	
Pays C (acheteur)	100 UMi	Pays D (vendeur)	100 UMi
Pays D (acheteur)	50 UMi	Pays C (vendeur)	50 UMi

A la fin de la journée le département financier prend en charge les excédents et les déficits.

Département financier			
Actif (débit)		Passif (crédit)	
Pays C (acheteur)	50 UMi	Pays D (vendeur)	50 UMi

Le département financier garde en mémoire les créances et dettes des pays.

Les pays déficitaires, pour rembourser leur dette, doivent réaliser une balance commerciale excédentaire.

Les avantages du système réformé

1° Il n'y aura plus de raisonnements en termes de liquidité internationale, puisqu'elle n'existera plus.

2° Il n'y aura plus de hiérarchie entre les pays qui ont besoin de financer le déficit de leur balance commerciale. Tous les pays seront à égalité.

3° Le taux de change de la monnaie internationale ne sera plus fixé en fonction des variations de la liquidité internationale, puisqu’elle n’existera plus.

4° Le taux d'intérêt monétaire de la Monnaie internationale sera fixé à un niveau qui permettra d'assurer les frais de fonctionnement de ce département, par exemple, de 0,1% à 0,5%.

5° Le taux d'intérêt financier du nouveau système sera fixé à un niveau qui permettra d'assurer les frais de fonctionnement de ce département, par exemple, de 0,1% à 0,5%.

6° La disparition de la liquidité internationale fera disparaître les variations des taux de change des monnaies, car il n'y aura plus de placements et déplacements de la liquidité internationale, comme c'est le cas actuellement.

7° Le nouveau système facilitera et favorisera la détermination des taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Ainsi les échanges seront réalisés dans l'équivalence et il n'y aura plus ni pays perdants ni pays gagnants. L'établissement des taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat écartera les délocalisations dont l'objectif est mercantile.

8° La disparition de la liquidité internationale fera disparaître le marché financier international actuel et fera disparaître les possibilités de placements sur ce marché. Par conséquent, les fraudeurs, les tricheurs, les mafieux, etc. ne pourront plus placer leur monnaie sur le marché financier international, puisqu'il n'existera plus.

Se pose le problème des pays en développement qui ont un déficit chronique de leur balance commerciale. Je propose que le nouveau système prélève 1% sur les échanges internationaux afin de constituer un fonds de solidarité en faveur de ces pays.

IV. Propositions pour un modèle global

L'objectif de l'économie est la satisfaction des besoins économiques. L'objectif de la science économique est non seulement de savoir comment satisfaire ou mieux satisfaire ces besoins, mais aussi et surtout d'établir rationnellement les principes desquels découlent les règles dont l'application assurerait le fonctionnement normal, harmonieux, de l'économie.

L'économie est une science. Elle a donc des principes ou lois. Seule une analyse rationnelle permet d'établir les principes de l'économie. Les principes de l'économie ainsi établis concernent essentiellement la phase de la production. Les décisions prises sur le marché n'ont pas d'effet sur les principes, par définition ils sont immuables, ils sont vrais dans l'espace et dans le temps. Un exemple : le

principe selon lequel la production seule est la source du revenu est toujours vrai. En effet, sans la production, il n'y a ni produit ni revenu et aucun besoin économique ne peut être satisfait.

L'économie est aussi une science sociale. Le marché, la phase de l'échange, est le lieu où sont établies les relations économiques entre les agents économiques. Par conséquent, le fonctionnement de l'économie de marché a besoin de règles. Toutefois, il existe deux sortes de règles, les règles qui découlent des principes établis rationnellement et les règles arbitraires. L'application des premières assure le fonctionnement normal, harmonieux, de l'économie. Par exemple, l'application de ces règles ne fait apparaître ni gagnants ni perdants au niveau national comme au niveau international. C'est là l'une des vérifications qui permettent d'attester le fonctionnement normal de l'économie. L'application des secondes n'assure pas le fonctionnement normal de l'économie et fait donc apparaître des gagnants et des perdants.

Pour permettre à chacun d'obtenir ce qui lui est dû, pour préserver l'avenir du vivant et pour écarter les causes économiques des conflits, autrement dit, pour assurer un fonctionnement normal de l'économie, essentiellement trois éléments doivent être combinés :

- une véritable théorie économique,
- des dirigeants aux qualités requises,
- et des mouvements susceptibles d’éveiller les consciences.

1° Il faut remplacer les théories partisanes et donc sans fondement rationnel par une théorie rationnelle que j'appelle : La nouvelle théorie économique

Les théories sans fondement rationnel permettent d'établir toutes sortes de règles arbitraires dont il est certain que leur application n'assure pas le fonctionnement normal ou harmonieux de l'économie nationale ni de l'économie internationale. L'application de telles règles fait apparaître au niveau national comme au niveau international des gagnants et des perdants.

La théorie actuellement dominante est la théorie néoclassique. Elle tente de légitimer les prélèvements indus et illégitimes, c'est pourquoi j'appelle cela la spoliation par la ruse.

Cette théorie n'a pas de fondement rationnel. Elle est donc compatible avec toutes sortes de règles, c'est pourquoi les néolibéraux et les néoconservateurs l'ont choisie comme théorie de référence. En effet, elle leur permet d'établir de nouvelles règles dont l'application favorise encore plus certaines catégories.
L'application de telles règles au niveau national fait apparaître des prélèvements indus et illégitimes. Ces prélèvements constituent la principale cause de la misère relative ou absolue des travailleurs qui participent à la réalisation de la production.
L'application de telles règles au niveau international fait apparaître des pays gagnants et des pays perdants, ainsi que le pillage de certains pays par d'autres.

La nouvelle théorie économique que je propose établit les principes de l'économie nationale et de l'économie internationale. De ces principes sont déduites logiquement les règles dont l'application assure le fonctionnement normal de l'économie nationale et de l'économie internationale. Par exemple, l'application de ces règles au niveau national écarte les prélèvements indus et illégitimes et, au niveau international, elle écarte le pillage de certains pays par d'autres pays.

2° Toutefois, pour appliquer les règles du fonctionnement normal de l'économie, il faut des dirigeants, au niveau national comme au niveau international, qui ne cherchent pas le pouvoir pour le pouvoir, qui soient au service de l'ensemble de la population, des dirigeants qui prennent en compte le bien-être de la population dans le présent et pour l'avenir.
A cette fin, il faut qu'ils soient indépendants de toutes sortes de lobbies : les lobbies des financiers qui dominent actuellement le monde et dictent la conduite des dirigeants au niveau national comme au niveau international, les lobbies nucléaires et industriels qui ne s'intéressent pas à l'avenir du vivant, les lobbies alimentaires qui ne s'intéressent pas à la santé de la population, les lobbies agricoles qui saccagent les terres cultivables, etc.
Il faut que les dirigeants écartent de leur entourage les conseillers qui s'autoproclament experts mais qui sont, consciemment ou inconsciemment, au service de ces lobbies.

3° Il faut aussi des mouvements, comme le vôtre, qui éveillent les consciences et qui œuvrent pour un monde plus juste et un avenir plus rassurant.

La financiarisation mondiale de l'économie et la confusion entre les monnaies : Conséquences

Rédaction : Elie Sadigh

Relecture : Christine Pagnoulle

Comité éditorial : Christine Pagnoulle, Eric Nemes, Marianne Rathmes, Corinne Michel, Sébastien Gouvars

Juin 2020

ATTAC Liège

Rue du Beau-Mur 48

4030 Grivegnée

info@liege.attac.be

www.attacliege.be

Attac Liège

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES